

Procès - verbal de séance du conseil municipal
Mardi 5 juillet 2011 à 20h30

Convocation du 28 juin 2011

L'an deux mille onze, le 5 Juillet à 20 heures 30, le Conseil Municipal de SIGOYER, étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de M. Maurice RICARD, Maire de SIGOYER.

Etaient présents les membres en exercice, Mesdames et Messieurs : **Ricard Maurice, Allain-Launay Matthieu, Clément Jean-Luc, Fernandez Vincent, Monique Para-Aubert, Gabanou-Paul Agnès, Garcin André, Gerbaud Eric, Meunier Michel, Michalinoff Jacques, Modanese Corine, Raizin Stéphane.**

Absents excusés représentés :

Serge Duc, représenté par Stéphane Raizin

Sandrine Comte représentée par Eric Gerbaud

Absents : Dugelay Denis

Présents : 12 Votants : 12 +2

Secrétaire de séance : Stéphane RAIZIN

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie, qui assure une prise de notes pour complément.

ORDRE DU JOUR :

- Avis sur le projet de schéma de coopération intercommunale
- Questions diverses

Le maire remercie les membres présents, puis il ouvre la séance

Travaux d'amélioration du réseau d'eau

M le Maire annonce la décision de l'agence de l'eau relative aux travaux d'amélioration du réseau d'eau potable alimentant le foyer de vie des Guérins : subvention de 9000 euros pour une dépense subventionnable de 30 000 euros.

Changement de locataire au Presbytère :

Les époux DALMOLIN comptent quitter le logement du presbytère d'ici le 15 août 2011. M le Maire donne lecture de la lettre de motivation d'une famille décidée pour venir en remplacement du couple DALMOLIN. Vincent Fernandez propose d'élargir la recherche en publiant sur le site de la

commune une annonce de vacance de logement. A défaut de candidature intéressante dans les trois semaines à venir, le logement sera attribué à cette famille .

Commission communale affaires scolaires, périscolaires, jeunesse :

Le maire demande aux responsables d'organiser une réunion avant la fin du mois de juillet afin de valider le règlement de l'accueil repas qui sera diffusé aux familles avec la demande d'inscription. Le projet de règlement sera envoyé à tous les conseillers municipaux.

Bulletin d'information municipal :

M. le Maire présente la maquette du futur bulletin qui sera disponible pour diffusion d'ici le lundi 10 juillet.

Location de la salle des fêtes :

Agnès Paul demande pourquoi la salle n'est pas disponible à la location durant les périodes de juillet et août.

M le Maire rappelle que l'été dernier, il y a eu des plaintes pour nuisances sonores émanant des riverains de la salle. Depuis l'interdiction de fumer dans les lieux publics, les fumeurs se retrouvent à discuter en dehors de la salle et ces discussions dans la rue engendrent des gênes.

Agnes Paul répond au sujet des fumeurs. C'est une conséquence d'une loi indépendante de la commune, et il ne faut pas systématiser l'interdiction de la salle au prétexte des nuisances sonores. Il y a une loi sur le tapage nocturne qui limite les nuisances au delà de certaines heures et le respect de cette règle doit permettre de ne pas interdire les locations.

Après débat, il est décidé de ne pas interdire la location et de suivre les arrêtés préfectoraux concernant le tapage nocturne. Vérification sera faite auprès des services de l'Etat afin de connaître les heures et conditions maximales autorisées.

Commission sécurité de la salle des 2 Céüse :

M le Maire présente succinctement le rapport de visite de la sous-commission départementale de sécurité dans les ERP (établissement recevant du public) pour la salle des fêtes de la commune : la non-conformité d'un extincteur a été relevée. Le problème est résolu à ce jour.

Ordinateur de la bibliothèque :

Corine Modanese signale que l'ordinateur de la bibliothèque n'est plus connecté à internet ; Vincent Fernandez se charge de l'intervention.

La réforme territoriale :

Maurice Ricard présente un résumé de la réunion du 23 juin relative à l'organisation du schéma départemental de coopération intercommunale à l'aide du document préparé par Michel Meunier, support du débat public.

Cette réunion publique a montré que les administrés présents étaient particulièrement inquiets de cette réorganisation territoriale et y ont clairement manifesté leur hostilité.

Après un nouveau débat au sein du conseil, le projet de délibération proposé avec la convocation ne nécessite pas de modification, M. le Maire donne lecture du texte.

M. Le Maire rappelle à l'assemblée que Madame la Préfète a adressé, le 21 avril 2011, à chacune des collectivités territoriales, un projet de Schéma Départemental de Coopération Intercommunale et qu'il convient d'émettre un avis sur ce projet dans un délai de trois mois.

Dans le cadre de ce projet, la commune de Sigoyer serait intégrée à une Communauté d'Agglomération autour de la ville de Gap comme l'ensemble des communes de la Communauté de Tallard-Barcelonnette, de la Communauté du Pays de Serre-Ponçon et de la Communauté de la vallée de l'Avance. Ces communautés disparaîtraient dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma.

Il rappelle que la CCTB s'est saisie de la question de l'évolution de l'intercommunalité depuis plusieurs mois et qu'elle a fait appel à un cabinet extérieur pour l'aider à analyser, en toute objectivité, trois scénarios :

- 1. Maintien de la CCTB dans son périmètre actuel,*
- 2. Constitution d'une Communauté de communes au périmètre élargi,*
- 3. Constitution d'une Communauté d'Agglomération autour de la ville de Gap.*

Chaque conseiller municipal a été destinataire des éléments du projet de Schéma intéressant la commune de Sigoyer. Ces éléments, ainsi que les éléments d'analyse obtenus dans le cadre de l'étude conduite par la CCTB, ont été débattus en réunion de travail, en conseil municipal, et au cours d'une réunion publique, ouverte à tous les habitants de la commune, le 23 juin 2011.

A l'issue de ce travail de réflexion partagée, le conseil municipal constate, que le Schéma proposé :

- 1. n'émane d'aucune des collectivités concernées, ni d'un groupe d'élus,*
- 2. n'est étayé par aucun projet collectif,*
- 3. associe une ville importante et des villages ruraux dont les préoccupations sont naturellement différentes,*
- 4. ne précise pas les modalités de gouvernance, mais que la simple application de la Loi attribuerait 50% des sièges à la ville centre au sein du conseil de la Communauté d'agglomération et un seul siège pour la grande majorité des communes, dont Sigoyer, et que, dans ces conditions, la politique du territoire serait essentiellement décidée par les représentants de la ville centre,*
- 5. prévoit, par application du I de l'article 60 de la loi du 16 décembre 2010, la dissolution des EPCI actuels, dont la CCTB, puis la création du nouvel EPCI "Communauté d'agglomération du Gapençais" et que cette procédure ne garantit aucune continuité dans les services actuellement rendus, de façon satisfaisante, par la Communauté de communes :*
 - directement à la population (assainissement, gestion des déchets, école de musique, accueil de loisirs...),*
 - aux communes (aide à l'élaboration de dossiers, maîtrise d'ouvrage déléguée...).*

Le conseil municipal constate par ailleurs, que, hormis au sein de la CCTB, aucun débat de fond n'a eu lieu entre les élus des collectivités concernées par la création de la Communauté d'agglomération du Gapençais et que cette situation aggrave les inquiétudes exprimées ci-dessus.

En conséquence,

Le Conseil Municipal de Sigoyer, à l'unanimité, émet un avis négatif sur le Schéma de Coopération Intercommunale proposé en avril 2011.

La séance est levée à 0h 30.

Délibérations du conseil municipal :

- Vote de la délibération portant avis défavorable au schéma départemental d'organisation territoriale proposé par les services Préfectoraux.

Lu et approuvé, les conseillers municipaux